

Partis parlementaires nationaux Partis d'extrême droite

Front national (FN) (noir / bleu « Marine ») : fondé en 1972 par *Jean-Marie Le Pen* et dirigé depuis 2011 par *Marine Le Pen*. Regroupe diverses tendances : patriote, populiste et souverainiste. Marine Le Pen affirme pour sa part que le Front national n'est « ni de droite, ni de gauche ». (origines poujadistes dont est originaire JM Le Pen à évoquer).

Ligue du Sud (LS) : La Ligue du Sud est un parti politique français fondé par *Jacques Bompard* et plusieurs anciens membres du FN implanté uniquement en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et en particulier dans la partie nord du Vaucluse.

Partis de droite

Mouvement pour la France (MPF) : Parti conservateur et souverainiste, relativement libéral sur le plan économique et eurosceptique. Fondé et dirigé par *Philippe de Villiers*. Le MPF compte un député (non-inscrit), un sénateur et un député au Parlement européen. (limité à la Vendée de part la renommée de P de V? En voie de disparition ?)

Debout la République (DLR) : parti gaulliste et républicain fondé par *Nicolas Dupont-Aignan* pour marquer son opposition à l'UMP devenue selon lui un parti uniquement libéral et non gaulliste. DLR compte deux députés, Nicolas Dupont-Aignan (Essonne) et François-Xavier Villain (Nord), tout deux députés non-inscrits. Il est difficile de classer ce parti car bien qu'étant été créé par un ancien membre de l'UMP, de nombreuses idées du parti sont proches de celles de la gauche républicaine.

Parti chrétien-démocrate (PCD) : d'inspiration catholique et sociale, il remplace le Forum des républicains sociaux fondé par *Christine Boutin*, ancienne ministre du logement. Il compte actuellement deux députés, membres du groupe UMP : Jean-François Chossy et Dino Cineri.

Union pour un mouvement populaire (UMP) (bleu) : parti fondé par *Jacques Chirac* entre les deux tours de l'élection présidentielle française de 2002, issu du Rassemblement pour la République et d'autres sensibilités de droite. Membre du groupe Parti populaire européen au Parlement européen. Le secrétaire général de l'UMP est aujourd'hui *Jean-François Copé* (Attention à la guerre de succession avec *François Fillon* après l'échec de l'UMP aux élections législatives de 2012). Il inclut un certain nombre de courants :

Les néo-conservateurs, issus du RPR, du RPF de *Charles Pasqua* ou du MPF se réclament pour une très grande majorité de l'héritage gaulliste dont ils retiennent essentiellement les prises de positions souverainistes et en faveur d'une « Europe des Nations ». Cette famille est souvent considérée comme proche de mouvements externes classés à la droite de l'UMP, tout en affirmant vouloir indéfectiblement rester dans la famille de la droite républicaine. Le 14 juillet 2010, le « collectif de la droite populaire », réunissant 42 députés UMP, est créé dans l'optique de « revenir aux fondamentaux » et de « faire barrage au FN ».

Le courant libéral est essentiellement issu de Démocratie libérale, et structuré dans Les Réformateurs. Cette famille trouve dans le libéralisme politique et économique une solution globale pour la société française. Ils rejettent l'égalitarisme, le dirigisme et encouragent les mouvements de mondialisation et de libéralisation de l'économie. Elle est la famille qui a su le mieux promouvoir ses idées en interne et constitue un soutien important de Nicolas Sarkozy.

Actuellement « sarkozystes », héritiers des « *balladuriens* », les conservateurs libéraux sont issus du RPR, de DL, de La Droite libre, voire de l'UDF. Ces courants se réclament des mêmes valeurs que les libéraux « réformateurs », mais y ajoutent un préalable plus pragmatique dans la pratique du pouvoir, le concept de libéralisme étant estimé rejeté par les Français. Attaché à certaines valeurs traditionnelles (attachement à la famille, à une structuration sociale forte de la société), attaché à l'alliance avec les États-Unis (retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN) et au respect des contraintes budgétaires, cette famille constitue aujourd'hui le noyau dur de l'UMP.

Les gaullistes, ou « néo-gaullistes », parfois qualifiés de « *chiraquiens* » ou « *chiraquo-villepinistes* », constituent une tendance très fluctuante, issue du RPR : ils se placent dans l'héritage du Général de Gaulle, mais en ont surtout retenu la pratique pragmatique du pouvoir (qui peut les amener à défendre tantôt des solutions d'inspiration libérale ou dirigiste). Les néo-gaullistes ont un positionnement très flou sur l'échiquier politique traditionnel, quoique certains rejettent l'approche transpartisane du gaullisme et acceptent, depuis Georges Pompidou, un positionnement politique à droite. Ils défendent également les institutions de la Ve République. Alain Juppé, Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie (via son mouvement Le Chêne) ou Jean-François Copé se réclament de cette tendance. L'on peut ranger dans cette tendance les « gaullistes sociaux », aussi issus du RPR au sein duquel ils étaient souvent regroupés sous le qualificatif de « séguinistes ». Autour de François Fillon, Roger Karoutchi, Xavier Bertrand, ils défendent une forme de démocratie sociale sous une forme de réformisme social-démocrate sans toutefois remettre en cause le capitalisme. À l'origine hostile à une Europe supranationale et trop libérale, opposée au Traité de Maastricht, elle a évolué sur cette question puisque la plupart de ses représentants ont fait campagne pour le « oui » lors du référendum du 9 mai 2005 sur le Traité instituant une constitution pour l'Europe. Le ralliement de certaines personnalités de l'UMP se

revendiquant du gaullisme à certaines opinions autrefois propre à la famille « libérale » ou « indépendante » (acceptation de la l'Union européenne sous sa forme libérale, et plus largement du libéralisme économique et de ces préceptes, retour dans le commandement intégré de l'OTAN etc.), ainsi que le développement à l'extérieur de parti de mouvements « gaullistes » (Debout la République, République solidaire) tend à effacer la frontière entre la tendance majoritaire, libérale et conservatrice, et les reliquats du gaullisme à l'intérieur du parti.

La famille centriste est essentiellement issue de l'ancienne UDF et en son sein de Force démocrate, ainsi que du « **giscardisme** ». Il s'agit de l'une des idéologies dominantes au sein des droites européennes, et incarne aussi la famille la plus pro-européenne au sein de l'UMP. Les « modérés de centre-droit » sont notamment regroupés au sein des clubs Démocrate et Populaire (et précédemment Convention démocrate). Le fondement de leurs valeurs se situe dans le christianisme, mais la référence à ce dernier est très peu affichée. Idéologiquement ils sont très européens, plutôt fédéralistes (au niveau européen, mais aussi dans leur approche très « décentralisatrice » de l'organisation de l'État français) et revendiquent un libéralisme social. Les difficultés à trouver un chef de file crédible ainsi que le développement extérieur de partis centristes (Nouveau centre, Mouvement démocrate, Parti radical) tendent à marginaliser cette tendance, pourtant numériquement non-négligeable.

Partis de centre-droit

Union des démocrates et indépendants (UDI) : parti politique français de centre-droit, fondé par *Jean-Louis Borloo* le 18 septembre 2012, sur la base du groupe parlementaire du même nom à l'Assemblée nationale. L'UDI est composée de différents partis qui conservent leur existence : Parti radical (PR), Nouveau Centre (NC), Alliance centriste (AC), Gauche moderne, Force européenne démocrate (FED), Territoires en mouvement (TeM), Centre national des indépendants et paysans (CNIP), Parti libéral démocrate (PLD), Tahoeraa huiiraatira (TH), et Calédonie ensemble (CE).

République solidaire (RS) : mouvement néo-gaulliste villepiniste fondé le 19 juin 2010 par l'ancien Premier ministre *Dominique de Villepin*. Un député et un sénateur en sont membres.

Partis centristes

Mouvement démocrate (MoDem) (orange)

Formation démocrate fondée en juin 2007 par *François Bayrou* avec les membres de l'UDF refusant de rallier la majorité présidentielle de Nicolas Sarkozy. Il regroupe des libéraux modérés, des démocrates-chrétiens et des radicaux (cf. le club Convergences fondé par Thierry Cornillet, ancien président du Parti radical valoisien, de 1997 à 1999, qui a quitté le MoDem pour revenir au Parti radical depuis). Lors des élections législatives, en 2007, le MoDem est parvenu à faire élire 4 députés (François Bayrou, Jean Lassalle et Abdoulatifou Aly), qui siègent en tant que non-inscrits. En 2008, Thierry Benoit a quitté le MoDem pour rejoindre le groupe Nouveau Centre et l'Alliance centriste. Il n'a plus que 2 députés suite aux législatives de 2012.

Vidéos : Pol-Fiction <http://www.youtube.com/watch?v=yeXMNdGT3ro> Droite-Park <http://www.youtube.com/watch?v=w5mDj5ymWpc>

Partis de centre-gauche

Mouvement républicain et citoyen (MRC)

Parti se revendiquant du républicanisme de gauche, ancien Mouvement des citoyens (MDC), scission du Parti socialiste fondée par *Jean-Pierre Chevènement* (sénateur du Territoire de Belfort) et Georges Sarre (ancien député de Paris et maire du XI^e arrondissement), élargie en 2002 en un Pôle républicain, à l'occasion des élections présidentielle et législatives de 2002. Le MRC compte actuellement trois députés (Christian Hutin, Marie-Françoise Bechtel et Jean-Luc Laurent), apparenté au groupe Socialiste, républicain et citoyen et un sénateur (Jean-Pierre Chevènement), vice-président du groupe Rassemblement démocratique et social européen.

Parti socialiste (PS) (rose)

Principal parti de la gauche, le PS est divisé en de multiples courants et sous-tendances. Héritiers des clubs et groupes politiques précédant la réunification d'Épinay, les courants se sont largement modifiés au cours du temps. Officiellement, les courants se structurent autour des motions, c'est-à-dire des grands textes d'orientation rédigés à chaque congrès. Officieusement, chaque motion est subdivisée en multitudes de sensibilités, parfois liées à un leader charismatique, ou tout simplement à une manière de faire de la politique et d'analyser la société :

L'aile gauche du parti est actuellement représentée par Un Monde d'Avance, issu de la motion portée par **Benoît Hamon**, **Henri Emmanuelli** et **Jean-Luc Mélenchon** lors du congrès de Reims de 2008. Elle a recueilli près de 20 % des suffrages. Les autres figures de la gauche du PS sont Marie-Noëlle Lienemann, Paul Quilès, Gérard Filoche (animateur de Démocratie et Socialisme, l'économiste Liêm Hoang-Ngoc. Les idées de cette tendance sont également portées par **Arnaud Montebourg**, animateur de Rénover maintenant. Certains membre de cette aile gauche, comme Jean-Luc Mélenchon, l'économiste Jacques Généreux, Marc Dolez ou encore Pierre Larrouturou ont quitté récemment le parti ; Julien Dray, ancien chef de file de la Gauche socialiste s'est déporté progressivement vers l'aile droite du parti. Les idées défendues par cette tendance sont celles qui sont le plus proches de la tradition socialiste française, peu encline à faire sienne les préceptes de la sociale-démocratie (dont, jusqu'à récemment, le PS a toujours cherché à se démarquer). Cette gauche «

traditionnelle », en ce sens qu'elle n'hésite pas à se référer aux premières années de Mitterrand, est partisan d'une forte intervention de l'État dans l'économie, plus soucieuse de l'égalité de traitement, considérant que la justice sociale passe avant l'efficacité économique. De même, la sécurité passe d'abord par la prévention ; de plus, elle est très hostile au système institutionnel de la Ve République, ainsi qu'aux politiques menées par l'Union européenne. Enfin, ses membres sont largement favorables à une alliance de toute la gauche, sans exclusive (comprenant donc aussi l'« extrême-gauche »).

Une tendance intermédiaire, et majoritaire, dont les sous-tendances ne se différencient que par certaines subtilités ou attachements à tel ou tel leader. Cette tendance, fort divisée entre différentes personnalités, **peut être qualifiée de sociale-démocrate** (bien que le terme ne soit pas porté par tous ces membres) ou de réformiste. Elle compte parmi ses membres **François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Bertrand Delanoë, Martine Aubry, Ségolène Royal** ou encore **Laurent Fabius** et plus largement tous les principaux élus du parti, députés et sénateurs. Elle se prononce en faveur d'une meilleure redistribution des richesses, d'une plus grande participation de l'État dans l'économie (sans toutefois se dire favorable à la nationalisation de certain secteur), d'une réforme des institutions dans un sens plus démocratique (rôle du parlement, réformes des scrutins, du Sénat, indépendance de la justice etc.), mais acceptent dans le même temps les contraintes inhérentes à la mondialisation sous sa forme actuelle, tout en dénonçant les excès du libéralisme et du système capitaliste (et non pas le libéralisme et le capitalisme eux-mêmes). Ils sont globalement favorables à l'Union de la gauche, excluant l'extrême-gauche, et certains se sont montrés intéressés par une alliance avec le centre (notamment le Modem).

Manuel Valls représente **la frange la plus droite, se déclarant « blairiste », « clintonien »**, opposé à l'« **assistanat** » (terme péjoratif généralement utilisé à droite pour désigner le système d'aides sociales) (« L'homme qui veut être le Sarkozy de la gauche », Le Point, no1820, 2 août 2007, p. 24-27) et soucieux de « concilier la gauche avec la pensée libérale ». « Manuel Valls se verrait bien candidat en 2012 » [archive], Libération, 24 avril 2008 Ce fut en son temps le créneau de Jean-Marie Bockel, qui finira par soutenir Nicolas Sarkozy.

Ce schéma traditionnel a cependant été profondément bouleversé par le Congrès de Reims, qui a instauré une nouvelle bipolarisation entre Ségolène Royal et ses partisans (29 % des voix pour la motion E et près de 50 % des voix pour Ségolène Royal à l'issue de l'élection du Premier secrétaire) et l'ensemble des autres tendances. Le clivage porte essentiellement sur l'ouverture des alliances électorales du PS au centre et sur la conception même de l'organisation du parti et de son mode de fonctionnement.

Après les élections législatives de 2012, le PS compte 278 députés à l'Assemblée nationale, (membres du groupe Socialiste, républicain et citoyen), ainsi que 8 « dissidents », apparentés au groupe socialiste. Depuis octobre 2011, le PS est majoritaire, avec ses alliés, au Sénat, et le groupe socialiste du Sénat détient la majorité relative (146 sénateurs). Enfin le PS compte 14 députés européens, membres du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (APSD) au Parlement européen.

Europe Écologie Les Verts (EELV) (vert)

Formation écologiste, partagée entre :

Une aile plus proche de la gauche altermondialiste, voire de la gauche anticapitaliste, dite « radicale », avec la tendance ADEP.

Une aile modérée, proche de la gauche parlementaire (elle comprend la tendance de Dominique Voynet, ou encore Noël Mamère).

Une aile « intermédiaire », incarnée par **Cécile Duflot**, l'actuelle no 1 des Verts.

Une aile purement « écologiste » (Yves Cochet, député de Paris).

Parti communiste français (PCF) (rouge)

Parti dirigé par **Pierre Laurent**. Partagé entre 3 « courants » 7 ou tendances principaux :

La tendance majoritaire est représentée par Marie-George Buffet et Pierre Laurent, et défend à la fois l'existence du PCF et la nécessité de profondes transformations. Ils font le choix d'une autonomie par rapport au Parti socialiste. Elle est la tendance la plus impliquée dans la constitution du Front de gauche.

Des anciens partisans de Robert Hue, ou huistes, tels que Marie-Pierre Vieu ou Dominique Grador, qui considèrent que le PCF doit se « métamorphoser », **Les « refondateurs »** (dont Patrick Braouezec, député de Saint-Denis), **Les « novateurs »**, ne s'opposent cependant pas aux alliances avec le PS, **Les « orthodoxes » ou "identitaires"** s'opposent à ce qu'ils appellent la « mutation réformiste » du PCF, proposent de revenir aux fondamentaux marxistes et de rompre avec le PS, **Les membres de l'association La Riposte**, liée au niveau international à la Tendance marxiste internationale, mouvement trotskiste, sont partisans d'un retour aux fondamentaux marxistes du PCF et à une stratégie révolutionnaire tout en condamnant sévèrement le stalinisme et la bureaucratisation de l'URSS

Parti de gauche (PG) : dissidence du Parti socialiste, fondé le 12 novembre 2008 par Marc Dolez et **Jean-Luc Mélenchon**. Il compte 1 député (Marc Dolez, qui quitte le parti en décembre 2012) appartenant au groupe GDR et 1 député européen (Jean-Luc Mélenchon) membre du groupe Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique au Parlement européen.

Mouvement unitaire progressiste (MUP) : issu d'une scission réformiste du PCF, le MUP est fondé en 2009 par le sénateur **Robert Hue**, qui compte également un député, quatre conseillers régionaux et plusieurs conseillers municipaux.